

**M. Andre:** Monsieur le Président, il ne faudrait pas se méprendre sur la priorité que nous accordons à cette question. Le simple fait que le premier ministre du Canada soit le coprésident de cette conférence internationale en faveur des enfants montre bien l'importance que revêt cette question pour le gouvernement.

Ce que je me demande, peut-être ironiquement, c'est si des débats dans cette enceinte sont très sains pour les enfants, surtout sur le plan mental, étant donné ce qui s'est produit plus tôt aujourd'hui.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, peut-être que si la Chambre consacrait une journée à un débat sur les droits de l'enfant, nous pourrions leur montrer que ce Parlement, de temps à autre, peut répondre à leurs attentes. Le leader à la Chambre fera sûrement preuve de leadership à cet égard.

\* \* \*

## RECOURS AU RÈGLEMENT

### LES PROPOS TENUS AU COURS DE LA PÉRIODE DES QUESTIONS

**M. John Manley (Ottawa-Sud):** Monsieur le Président, je regrette de devoir revenir sur une question soulevée hier, au cours de la période de questions; j'ai d'ailleurs mentionné au ministre des Finances que j'allais le faire.

À la page 13447 du *hansard*, il fait allusion à moi en se fondant sur un article qui serait paru dans le journal *The Ottawa Citizen*, le 19 septembre dernier. Il m'attribue des déclarations que je n'ai pas faites et parle d'une position que j'aurais adoptée, bien que ce ne soit pas le cas et qu'il ne soit même pas raisonnable de tirer une telle conclusion du texte de cet article.

Sachant qu'il s'agit d'un homme d'honneur, je suis certain qu'il se rend compte maintenant de l'erreur qu'il a commise en m'attribuant cette position et j'espère qu'il est prêt à retirer ses propos et à s'excuser dans les circonstances.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je crois que mon collègue d'en face est trop sensible.

La citation à laquelle il faisait allusion est, si je peux lui rafraîchir la mémoire: «Notre crédibilité—celle du Parti

libéral s'entend—s'effritera si nous ne proposons pas une bonne solution de rechange à la réforme fiscale, qui puisse résister à l'examen».

Le point que j'ai soulevé hier, c'est que les libéraux de l'autre endroit, les sénateurs non élus, disent qu'ils vont tuer le projet de loi sur la TPS. En outre, nous avons vu aujourd'hui à la Chambre qu'ils avaient l'appui total des députés libéraux, dont celui d'Ottawa qui dit: «Nous n'avons pas de solution de rechange à ce projet de loi».

J'ai donc dit au député d'Acadie-Bathurst qu'il était plutôt incroyable que le Parti libéral veuille tuer un projet de loi qui, d'après les gens d'affaires, précipitera le secteur commercial dans le chaos s'il n'est pas adopté, sans pour autant proposer de solution de rechange, comme l'avoue clairement le député. Ce qui m'étonne vraiment, c'est que ce parti dise depuis 1987, soit après le Livre blanc sur la réforme de la taxe de vente et les élections, qu'il est contre la TPS, mais ne propose aucune solution de rechange.

Je leur dis donc de nous faire part de leur solution de rechange, s'ils en ont une, sinon de reconnaître qu'ils n'ont plus aucune crédibilité, qu'ils ne peuvent légitimement soulever ces questions à la Chambre, que le Sénat n'a aucune légitimité pour. . .

**M. le Président:** Le député d'Ottawa-Sud voudra peut-être répondre.

**M. Manley:** Monsieur le Président, il semble que je me sois trompé au sujet du ministre, et je le regrette. Il a bien lu le passage pertinent de l'article où j'ai dit que nous perdrons beaucoup de crédibilité si nous n'avons rien de valable à proposer en lieu et place de la réforme fiscale. Le député m'a fait dire que «le Parti libéral du Canada perdrait beaucoup de crédibilité en n'ayant rien d'autre à proposer pour remplacer la TPS si les sénateurs libéraux, représentants non élus»—représentants non élus—«font échouer le projet de TPS». Il est bien évident que ce n'est pas du tout la même chose.

J'ai dit et je continue à dire et le chef de mon parti a dit qu'il nous faudra trouver, avant les prochaines élections, une bonne solution de rechange à la réforme fiscale. Si le ministre est prêt à tenir dès aujourd'hui des élections sur sa TPS, je ferai de mon mieux pour lui trouver tout de suite une solution de rechange. Entre-temps, toutefois, ce qu'il essaie de nous faire croire, c'est que sa TPS est la seule solution à quelque crise bizarre qui secouerait le